

«Le Maroc devra s'adapter rapidement à ce nouveau contexte»

Rachid El Houdaïgui est senior Fellow à Policy Center for the new south (PCNS), professeur au Collège royal d'enseignement militaire supérieur et professeur de relations internationales à l'Université Abdelmalek Essadi. Il est également professeur invité à l'Université de Cergy-Pontoise (Paris), à l'Université de Cadix (Espagne) et à l'Université La Sagesse (Beyrouth, Liban).

■ **Le monde d'après-Coronavirus ne sera plus le même qu'avant. C'est un constat universel. Mais y aura-t-il une rupture totale avec le monde d'aujourd'hui, sa politique, sa géopolitique et son économie, ou juste une inflexion plus ou moins prononcée ?**

Il est presque banal de dire qu'il y aura un après-Covid-19. Mais de là à prétendre avancer une théorie générale du changement, il y a un grand pas à franchir. Pour y voir clair, il faut à mon sens chercher les premières variables explicatives dans le débat mondial en cours et dans les intentions stratégiques des Etats. Certes, les stratégies post-Covid-19 des Occidentaux et des Asiatiques, y compris la Chine, sont encore en phase de gestation comme partout dans le monde, le débat, par contre, est bien installé dans un schéma teinté de pragmatisme cynique par des milieux intellectuels hybrides européens, nord-américains et même chinois qui cherchent à diffuser la peur pour créer le besoin autour de certains enjeux futurs du monde (menace biologique-bio-défense, démondialisation-mondialisation, compétition sino-américaine). Ceux-là cherchent plus à structurer le monde autour de nouvelles niches compétitives, qu'à l'interpréter. Et il me semble que le système in-



Rachid El Houdaïgui
Senior Fellow à Policy Center for the new south (PCNS)

Le Maroc a toute la latitude requise pour appeler à une nouvelle grammaire de la sécurité et de la menace dans ses deux régions prioritaires, l'Afrique et la Méditerranée

ternational se dirige vers une redistribution des cartes et une division du travail favorables à une nouvelle triade géoéconomique Etats-Unis, Chine, Europe. La crise actuelle agit comme point d'appui de cette perspective, en provoquant l'accélération du jeu géopolitique mondial, l'inflexion de la mondialisation et l'ajustement des politiques de sécurité et de défense.

■ **Un nouvel ordre international, s'il y en a un, suppose des acteurs nouveaux, géo-économiques et géopolitiques. Quelle sera la place des acteurs traditionnels ?**

Le terme nouvel ordre mondial est disproportionné par rapport à la réalité complexe du monde. En fait, celui-ci ne change d'équilibre que dans des circonstances historiques exceptionnelles comme la Seconde Guerre

CE À QUOI NOUS ASSISTONS, CE QUE NOUS RECUEILLONS, C'EST LA PRÉSENCE SUR LE TABLEAU DE BORD PROSPECTIF MONDIAL DE TROIS PERSPECTIVES : LA COMPÉTITION SINO-AMÉRICAINNE, L'INFLEXION DE LA MONDIALISATION, LA TRANSFORMATION DANS LES AFFAIRES MILITAIRES

mondiale et l'émergence de l'ordre bipolaire, combiné avec la naissance du multilatéralisme ou encore la disparition de l'URSS et son corollaire, l'ordre bipolaire. Depuis, les relations internationales vivent dans un constant tiraillement entre deux forces contradictoires : un multilatéralisme nécessaire mais affaibli, et une rivalité sino-américaine aux ramifications puissantes.

Aujourd'hui, nous avons deux grandes puissances majeures, mais aucune n'est en mesure de prendre le lead du monde, les Etats-Unis n'en peuvent plus, ou n'en veulent plus, alors que la Chine ne fait pas consensus, même en Asie. Je pense que c'est plus une compétition de modèle et de part de marché que de rivalité pour le leadership du monde. Et quelle que soit la trajectoire empruntée par cette compé-

titition sino-américaine, litigieuse ou standardisée, l'issue mènera inévitablement à terme à une transformation du système international : la distorsion provoquera un déséquilibre perturbateur, l'arrangement, sous forme d'accord, mettra en place une stabilité d'équilibre compétitif. Les deux perspectives donneront lieu au «jeu des chaises musicales», c'est-à-dire à une modification de la distribution du pouvoir entre les acteurs principaux Etats-Unis, Chine, Europe, Russie, Inde, et un alignement différencié et/ou auto-différencié du reste du monde.

■ **Dans cette nouvelle réalité mondiale, quelles sont les lignes forces que le Maroc doit mettre sous radar ?**

Ce à quoi nous assistons, ce que nous recueillons, c'est la présence sur le tableau de bord prospectif mondial de trois perspectives : la compétition sino-américaine, l'inflexion de la mondialisation, la transformation dans les affaires militaires.

Sur le premier plan, la crise sanitaire Covid-19 agit comme un accélérateur de l'histoire. Le Maroc devra s'adapter rapidement à ce nouveau contexte et apprendre le langage d'un environnement compétitif chargé d'incertitudes afin de mettre en avant ses intérêts propres. Mais le Maroc a assez de ressources historiques pour s'accommoder de la situation.

Ensuite, l'inflexion de la mondialisation, rendue inévitable, n'est qu'au début d'un processus long. Pour l'instant, des indices préliminaires suggèrent que les secteurs de la santé, de l'automobile et de l'aéronautique pourraient subir une relocalisation et/ou une .../...

La géopolitique mondiale au temps de la grande crise sanitaire*

La crise sanitaire Covid-19, au même titre que les attentats du 11 septembre 2001, et, dans une moindre mesure, la crise migratoire 2015, sont un événement traumatisant qui bouleversera certainement les politiques publiques de sécurité et de l'agenda mondial, mais il y a peu de raisons de croire qu'une rupture de l'ordre international est imminent, comme peuvent le prétendre certains observateurs. L'ordre international n'est complètement transformé que dans des circonstances historiques exceptionnelles qui viennent bouleverser la configuration des interactions au bénéfice d'une nouvelle structure et d'un nouvel équilibre : ce fut la Seconde Guerre mondiale et l'émergence de l'ordre bipolaire, combiné avec la naissance du multilatéralisme. Ensuite, la disparition de l'URSS et son corollaire, l'ordre bipolaire. Depuis, les relations internationales vivent dans un constant tiraillement entre deux forces contradictoires : un multilatéralisme nécessaire, mais affaibli, et une rivalité sino-américaine aux ramifications puissantes. Le monde est face à un dilemme avec lequel il doit composer : quelle que soit la trajectoire empruntée par la rivalité sino-américaine, conflictuelle ou standardisée l'issue mènera inévitablement, à terme, à une transformation du système international : la distorsion provoquera un déséquilibre perturbateur, l'arrangement, sous forme d'accord, mettra en place une stabilité d'équilibre compétitif. Les deux perspectives donneront lieu au « jeu des chaises musicales », c'est-à-dire à une modification de la distribution du pouvoir

entre les acteurs principaux, et un alignement différencié et/ou auto-différencié du reste du monde.

Toute la question est de savoir laquelle des deux perspectives est la plus probable ? Le basculement vers l'une ou l'autre dépend, en partie, du gagnant des élections présidentielles américaines du 3 novembre 2020 ; Donald Trump réélu poursuivra forcément sa diplomatie de « pression maximale » ; si c'est un démocrate, nous verrons certainement un changement d'approche au profit d'une diplomatie de compromis avec la Chine, réciproque du reste.

Un accélérateur de la dynamique politique mondiale

La crise Covid-19 surgit alors que la situation géopolitique mondiale est très tendue par le poids de la rivalité sino-américaine. Elle intervient, donc, comme enjeu d'une dynamique déjà établie et entretenue par la logique de la solution optimale (coût minimal-bénéfice maximal). Les premières réactions diplomatiques traduisent pour l'instant un jeu d'influence autour des récits (le méchant, la victime, le sauveur). Sur ce registre, la Chine surclasse les grandes puissances et s'affiche, par la réactivité et l'ampleur de sa « politique de la générosité », comme la grande puissance utile et responsable. En peu de temps, elle s'est projetée en pourvoyeuse d'aide dans plus de 100 pays et au profit des Organisations internationales, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Union africaine (UA), contribuant, par ricochet, aux prémices d'une « Route de la soie de la

santé ». Face à elle, les Etats-Unis et l'Europe, obsédés par leur perte d'influence, sont encore sur la défensive, se cherchant une place dans la grande « bataille des récits », selon l'expression du chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell. Cette fébrilité se vérifie dans l'absence de leadership américain dans la lutte contre la pandémie et dans la faiblesse de la concertation intra-européenne.

Le reste du monde, notamment l'Afrique, assiste médusé à un jeu d'influence qui le dépasse, et aux implications géopolitiques implacables. Dépourvus de moyens et de capacités, les pays africains trouvent dans la Chine un partenaire plus réactif et efficace que les Etats-Unis et l'Europe, en temps de stabilité comme en temps de crise sanitaire. Ils ont, certes, besoin de l'aide internationale pour faire face à la pandémie, mais le risque est grand que ce soutien vienne accentuer l'alignement d'intérêt majeur avec les grandes puissances. L'Afrique a intérêt à agir dans sa globalité pour se protéger des effets collatéraux notables de la géopolitique courante. En somme, la crise sanitaire Covid-19 agit pour l'instant comme un accélérateur de l'histoire. Reste à savoir sur quoi ce jeu d'influence débouchera ; une augmentation des interactions conflictuelles entre les Etats-Unis et la Chine ou une inflexion à la faveur d'un arrangement exclusif sur la gestion coordonnée des questions globales au sein d'institutions multilatérales, qui soit dissocié des autres enjeux de rivalité ■

* Extrait d'un article du même auteur publié, le 9 avril, par le site du Think tank Policy Center for the New South (PCNS).

.../... réorganisation de leur chaîne de valeur. L'enjeu pour le Maroc est d'arrimer son industrie à toute dynamique tournée vers la réorganisation régionale, notamment vers la Méditerranée, du modèle de production et d'approvisionnement.

Enfin, de la même manière que la guerre froide a façonné la stratégie et l'industrie militaire tout au long de la guerre froide, et que les attentats du 11 septembre ont révélé le poids des menaces asymétriques et hybrides, la crise sanitaire Covid-19 pourrait recentrer les stratégies de défense et de sécurité sinon sur l'emploi probable des armes biologiques, du moins sur les aspects liés à la préservation de la santé publique, à la biosécurité, la biodéfense. Au Maroc, où l'élargissement du champ de la défense aux défis sécuritaires représente un tournant important dans le processus de modernisation de la politique de défense, les risques biologiques, chimiques et

radiologiques vont certainement faire objet davantage d'attention.

■ Le Maroc devra-t-il continuer sa politique d'ouverture, aussi bien sur le plan politico-diplomatique que sur le plan économique ?

Quel que soit l'après-Covid-19, le Maroc continuera à faire la politique étrangère de sa géographie et de son histoire lointaine, proche et immédiate. Le temps est celui de la consolidation de ses acquis stratégiques construits depuis l'Indépendance et de son positionnement diversifié. Sa politique internationale devra continuer à s'appuyer sur l'équilibre subtil entre, d'une part, la gestion pragmatique des interférences avec l'Occident déterminées par la géographie et l'histoire, et, d'autre part, l'adhésion progressive à une communauté d'intérêts géoéconomique Sud-Sud. Le Maroc n'a pas le choix de construire et/ou consolider ses propres liens de connexion et de correspondance entre la logique du

schéma Nord-Sud et l'axe de coopération Amérique Latine, Afrique, Asie.

■ La politique sécuritaire régionale adoptée par le Maroc, coopération avec l'Otan, lutte contre le terrorisme..., va-t-elle subir une inflexion avec la prise en considération de nouveaux risques ?

Il est certain que les mécanismes sécuritaires comme le dialogue méditerranéen de l'Otan, le Forum 5+5, ainsi que la coopération bilatérale vont devoir intégrer les risques pandémiques dans leur agenda, tout comme ils l'ont fait avec la lutte contre le terrorisme et la migration illégale au lendemain respectivement des attentats du 11 septembre 2001 et de la crise migratoire en 2015.

Le Maroc a toute la latitude requise pour appeler à une nouvelle grammaire de la sécurité et de la menace dans ses deux régions prioritaires, l'Afrique et la Méditerranée. En Afrique par exemple, l'enjeu immédiat est d'éviter à ce que la crise sanitaire ne se traduise par une crise de sécurité.

■ La migration va-t-elle continuer à poser autant d'enjeux sécuritaires ?

La crise sanitaire a freiné les flux migratoires, qui retrouveront certainement leurs rythmes habituels après la fin de la crise. En fait, la démographie galopante conjuguée au changement climatique (sécheresse) et à une situation économique durablement fragile, impactent la vie au quotidien des populations et favorisent les conditions des flux migratoires vers, notamment, la Méditerranée et au-delà. Cette situation provoque un stress sécuritaire en Afrique du Nord et en Europe, surtout que la migration clandestine est loin d'être un phénomène transitoire qui serait éradiqué par des moyens strictement ponctuels.

Ainsi, lorsque l'Europe adopte une politique répressive en fortifiant ses frontières Sud et orientale, elle ne traite finalement que les symptômes. Faut-il signaler qu'aucune solution alternative à l'approche sécuritaire n'a été adoptée dans le cadre méditerranéen ; on assiste

plutôt à des effets d'annonces sans aucune portée pratique.

■ Sur un autre volet, et non des moindres, le Maroc est-il assez armé pour assurer sa sécurité alimentaire ? L'est-il tout aussi bien pour s'imposer en tant qu'acteur régional en la matière ?

Le Maroc s'est lancé depuis le début des années 2000 dans une dynamique de consolidation des déterminants de sa sécurité alimentaire. Parallèlement, il fait du thème de l'agriculture durable une de ses priorités sur le continent africain, à travers le bon positionnement de l'OCP sur le marché des engrais. Faut-il souligner que cette présence semble avoir aiguisé les appétits de ses concurrents dont notamment Phosagro (Russie) et Ma'aden (Arabie Saoudite). Mais je suis certain que le Maroc dispose d'un avantage comparatif qu'il convient par ailleurs de consolider par une diplomatie économique réactive et une pratique ciblée et forte du lobbying.

PROPOS RECUEILLIS
PAR T.A.E.